

Note de présentation brève et synthétique du budget primitif 2026

Budget principal 60100

I. Le cadre général du budget primitif

L'article L 2313-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes prévues pour une année civile. Par cet acte, le Maire, ordonnateur, est autorisé à encaisser les recettes et payer les dépenses qui y sont inscrites. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel qui respecte les grands principes budgétaires : annualité, unité, universalité, équilibre et antériorité. Il doit être voté par le Conseil municipal avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte ou le 30 avril les années de renouvellement du Conseil, puis transmis au représentant de l'État dans le cadre du contrôle de légalité dans les 15 jours qui suivent son approbation.

Le budget primitif principal a été voté le 29 avril 2026 par le Conseil municipal après le vote du compte financier unique 2025. Il intègre donc les résultats budgétaires et les restes à réaliser de l'exercice précédent. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouverture des bureaux.

Comptablement, le budget est structuré en 2 sections, celle de fonctionnement et celle d'investissement, qui doivent être présentées chacune en équilibre, les recettes égalant les dépenses.

II. La section de fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires à l'activité courante des services communaux afin d'assurer le quotidien. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par cette section, est utilisé en priorité pour le remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant l'autofinancement qui permet de financer les investissements prévus.

A) Les principales dépenses et recettes de fonctionnement

| Dépenses | Montant en € | | Recettes | Montant en € | |
|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | BP 2026 | BP 2025* | | BP 2026 | BP 2025* |
| Chapitre 011 | 441 810.00 € | 421 650.00 € | Chapitre 013 | 3 700.00 € | 600.00 € |
| Chapitre 012 | 411 150.00 € | 363 550.00 € | Chapitre 70 | 61 575.00 € | 68 269.00 € |
| Chapitre 014 | 23 036.00 € | 27 036.00 € | Chapitre 73 | 7 762.00 € | 7 500.00 € |
| Chapitre 65 | 87 550.00 € | 86 654.00 € | Chapitre 731 | 333 364.00 € | 338 733.00 € |
| Chapitre 66 | 10 000.00 € | 10 500.00 € | Chapitre 74 | 550 826.27 € | 550 942.00 € |
| Chapitre 67 | 1 000.00 € | 1 000.00 € | Chapitre 75 | 127 700.00 € | 126 000.00 € |
| Chapitre 68 | 1 000.00 € | 1 000.00 € | Chapitre 76 | 7.00 € | 0.00 € |
| | | | Chapitre 77 | 1 050.00 € | 1 050.00 € |
| Total dépenses réelles | 975 546.00 € | 911 390.00 € | Total recettes réelles | 1 085 984.27 € | 1 027 000.00 € |
| Chapitre 023 | 401 040.01 € | 545 028.56 € | ////////// | //// | //// |
| Chapitre 042 | 7 432.00 € | 6 650.00 € | Chapitre 042 | 0.00 € | 0.00 € |
| Total opération d'ordre | 408 472.01 € | 551 678.56 € | Total opération d'ordre | 0.00 € | 0.00 € |
| Déficit reporté 002 | 0.00 € | 0.00 € | Excédent reporté 002 | 298 033.74 € | 369 974.46 € |
| Total général | 1 384 018.01 € | 1 463 068.56 € | Total général | 1 384 018.01 € | 1 463 068.46 € |

*Budget primitif et décisions modificatives intervenues au cours de l'exercice

Les dépenses de fonctionnement sont constituées des chapitres suivants :

Chapitre 011 - Charges à caractère général - comprenant les charges afférentes à l'énergie, aux frais de communication, d'affranchissement, de maintenance et prestations de services, d'entretien courant des bâtiments publics et véhicules, aux différents achats de petit matériel, aux assurances. Elles augmentent légèrement par rapport à 2025, les postes les plus importants étant l'entretien de la voirie, la fourniture d'énergie et de combustibles, l'entretien du matériel roulant, les taxes foncières et à l'achat de produits alimentaire pour la cantine de l'école essentiellement.

Chapitre 012 - Charges de personnel - concernant la rémunération du personnel communal. Ce chapitre représente 39.89% des dépenses réelles. La Commune compte 10 agents dont 7 titulaires parmi lesquels 3 à temps complet.

Chapitre 014 - Atténuation de produits - retraçant les reversements FNGIR (Fonds national de garanties des ressources individuelles) et FPIC (fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales) et des dégrèvements attribués suite à des événements climatiques.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - correspondant aux indemnités des élus, aux contributions obligatoires, dont les participations aux frais de scolarité des enfants domiciliés à Grandrieu et scolarisés dans des écoles extérieures, à l'attribution de subventions aux associations.

Chapitre 66 - Charges financières - lié aux intérêts de la dette qui seront en baisse par rapport à 2025, sauf à ce que la commune contracte un nouvel emprunt.

Chapitre 67 - Charges exceptionnelles - prévoyant l'annulation de titres émis au cours d'exercices antérieurs.

Chapitre 68 - Dotations aux provisions - comptabilisant les dépréciations des créances douteuses de plus de 2 ans.

Chapitre 73 - Impôts et taxes - concernant des reversements de fiscalité.

Les dépenses d'ordre constituées de l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement) sont ventilées ainsi :

Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement

Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section - concernant les amortissements.

Les recettes de fonctionnement sont regroupées dans les chapitres suivants :

Chapitre 002 - Résultat de fonctionnement reporté - qui conformément à la délibération d'affectation des résultats reprend l'excédent reporté de la section de fonctionnement.

Chapitre 013 - Atténuations de charges - L'utilisation du compte 6419 est modifié, ce dernier ne devant concerner que les remboursements de la Sécurité sociale Aussi les remboursements sur rémunération des agents par les assurances en cas d'arrêt se retrouvent désormais au chapitre 75.

Chapitre 70 - Produits des services - correspondant aux produits du domaine et à la mise à disposition du personnel communal au budget annexe de l'eau. Ce chapitre baisse par rapport à 2025 car en 2025, un rattrapage de la RODP (redevance d'occupation du domaine public) due par Orange avec effet rétroactif de 4 ans avait bénéficié à la commune.

Chapitre 73 - Impôts et taxes - où figurent les attributions de compensation de la Communauté de communes Randon-Margeride.

Chapitre 731 - Impositions directes - qui comptabilise le montant des taxes locales.

Chapitre 74 - Dotations et participations - où sont imputées les dotations de l'État : la DGF (dotation globale de fonctionnement), la DSR (dotation de solidarité rurale) et la DNP (dotation nationale de péréquation). Figurent également dans ce chapitre les participations des communes dont les enfants sont scolarisés à l'école de Grandrieu.

Chapitre 75 - Autres produits de gestion - constitué des locations du parc immobilier (logements communaux, salles des fêtes) de la Commune et des fermages.

Chapitre 76 - Produits financiers - il s'agit du reversement de parts des banques.

Chapitre 77 - Autres produits exceptionnels - intégrant des dégrèvements sur taxes foncières accordés suite à des intempéries.

Les dépenses et les recettes totales de fonctionnement s'équilibrent à hauteur de 1 384 018.01 €.

B) La fiscalité

Les taux des impôts locaux communaux ont été maintenus aux mêmes niveaux que ceux de 2024 et 2025, soit pour la taxe d'habitation 10.86%, celles sur le foncier bâti 36.67% et le foncier non bâti 206.79 %. Le produit attendu est légèrement supérieur à celui de 2025 (+ 2 966€) grâce à l'augmentation des bases d'imposition (+ 12 043).

La compensation des taxes foncières versée par l'État augmente (de 12 404€ en 2025 à 14 520 € en 2026). Le produit de la fiscalité locale attendu pour 2026 s'élève à 337 870 € contre 332 788 € en 2025 (compensation de l'État incluse).

C) Les dotations de l'Etat

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) sont en augmentation par rapport à 2025, respectivement de + 871 € et de + 907 €. La Dotation de Solidarité Rurale (DSR) augmente quant à elle de 18 337 €.

III. La section d'investissement

Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Les dépenses sont financées par des ressources propres, par des subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui modifie ou enrichit le patrimoine de la collectivité.

A) Les principaux projets de l'année 2026

Les travaux de réfection de la rue du Milieu, les travaux d'aménagement de la RD985 dans la traversée de Grandrieu, les travaux de voirie avec fait dans le cadre du programme Voirie du SDEE (travaux de Montfourchès / La Bataille et voie du pont romain sur 70 mètres et l'acquisition d'une mini pelle avec remorque constituent les principaux investissements 2026. Les travaux de la rue du milieu bénéficient d'une subvention de l'État (DETR) attribuée pour un montant de 44 191 €. Le programme de sobriété et d'efficacité énergétique de l'éclairage public, commencé en 2024, va se poursuivre en 2026 avec la participation du SDEE de la Lozère, de même que les travaux du camping qui bénéficient eux aussi d'une subvention au titre de la DETR. La fin de l'aménagement du virage de Mournet est également prévue ainsi que l'acquisition d'un terrain, des travaux sur les voies communales et chemins d'exploitations, des travaux d'aménagement à l'école publique et la réalisation d'un site internet.

B) Vue d'ensemble de la section d'investissement

| Dépenses | Montant en € | Recettes | Montant en € |
|---|-----------------------|---|-----------------------|
| 16 -Emprunts et dettes - Cautions | 64 021.00 € | 10 - Dotations et réserves | 441 489.87 € |
| 20 – Immobilisations incorporelles | 2 000.00 € | 13 -Subventions et participations | 196 481.20 € |
| 204- Subventions d'équipement versées | 6 275.00 € | //////////////////// | //////// |
| 21- Immobilisation corporelles | 385 321.30 € | 16- Emprunts - cautions | 69 021.00 € |
| 23 – Travaux en cours | 258 953.20 € | 024 – Produits de cessions | 0.00 € |
| 45 – Opérations pour compte de tiers | 322 302.00 € | 45 – Opérations pour compte de tiers | 322 302.00 € |
| Restes à réaliser exercice précédent | 262 127,87 € | Restes à réaliser exercice précédent | 291 323,11 € |
| Total dépenses réelles | 1 301 000.37 € | Total recettes réelles | 1 320 617.18 € |
| //////// | //////// | 021- Vir. de la section de fonctionnem | 401 040.01 € |
| 040 – Opération d'ordre entre section | 0.00 € | 040 – Opération d'ordre entre section | 7 432.00 € |
| 041 – Op. d'ordre à l'intérieur de la section | 0.00 € | 041 – Op. d'ordre à l'intérieur de la section | 0.00 € |
| Total opérations d'ordre | 0.00 € | Total opération d'ordre | 408 472.01 € |
| 001 - Déficit d'investissement reporté | 428 088.82 € | 001 -Excédent d'investissement reporté | 0.00 € |
| Total général | 1 729 089.19 € | Total général | 1 789 089.19 € |

Les recettes d'investissement comprennent les différents chapitres suivants :

Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves - comptabilisant le fonds de compensation de la TVA, la taxe d'aménagement et les excédents de fonctionnement capitalisés au compte 1068 (398 893.58€).

Chapitre 13 - Subventions d'investissement – retraçant les subventions allouées pour les différentes opérations.

Chapitre 16 – Emprunt – Un emprunt à hauteur de 65 000 euros a été prévu en 2026. Les autres crédits prévus correspondent à des cautions locatives.

Chapitre 45 – Les opérations pour compte de tiers. Il s'agit des travaux que la commune réalise pour d'autres collectivités, en l'espèce il s'agit d'une partie des travaux d'aménagement de la RD 985 relevant de la compétence du département que la commune supportera en qualité de maître d'ouvrage et qu'elle refacturera ensuite au département.

Les recettes d'ordre en investissement s'élèvent à 408 472.01€ et comprennent :

Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement - de 401 040.01 €

Chapitre 040 – Opérations d'ordre en section (amortissements) pour 7 432.00 €

Les dépenses d'investissement sont constituées des chapitres :

Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilés correspondant au remboursement du capital de la dette et de cautions locatives,

Chapitre 20 – Correspondent aux immobilisations incorporelles. Il s'agit ici de la création d'un site internet pour la Commune.

Compte 204 - Subventions d'équipement versées correspond au fonds de concours versé au SDEE (participation de la Commune) dans le cadre des travaux d'électrification faits à l'occasion des travaux de la rue du Milieu.

Chapitre 21 – Immobilisations corporelles comptabilisant notamment les achats de matériel dont une minipelle avec remorque, l'achat d'un terrain prévu, les travaux d'éclairage public réalisés dans le cadre du programme de sobriété énergétique du SDEE, les travaux sur les chemins d'exploitation et de murs de soutènement, les travaux sur les bâtiments communaux : la gendarmerie et l'école, les travaux de signalétique et les travaux de voirie réalisés dans le cadre du programme voirie porté là aussi par le SDEE.

Chapitre 23 – Immobilisations en cours où sont inscrits les crédits pour la fin des travaux de rénovation de l'aire naturelle du camping et l'aménagement du virage de Mournet, les travaux d'aménagement de la RD985 dans la traversée de Grandrieu, des travaux sur le réseau pluvial.

Chapitre 45 – Les opérations pour compte de tiers. Comme vu précédemment il s'agit des recettes en l'espèce que la Commune recevra du département pour les travaux d'aménagement de la RD985 relevant de la compétence du département.

Les restes à réaliser (RAR)

Il s'agit des dépenses engagées et des recettes non encaissées en 2025 et qui doivent être reportées en 2026. Ils s'élèvent à 262 127,87 € en dépenses (rénovation de l'aire naturelle du camping, sobriété de l'éclairage public, enfouissement de réseaux, virage Mournet, travaux d'aménagement et de réfection de la rue du Milieu) et 291 323,11 € en recettes (subventions de l'État pour le camping, du SDEE pour l'éclairage public, du Département pour la restructuration de la salle des fêtes, DETR pour la gendarmerie, pour la pose de pupitres et pour la rue du Milieu, subventions pour le virage Mournet). Ils présentent un excédent de financement de 29 195,24€.

Les recettes et dépenses totales d'investissement s'équilibrent à hauteur de 1 729 089.19€.

C) Etat de la dette

Au 1^{er} janvier 2026, la dette du budget principal de la Commune s'élève à 249 737.00 €.

La structure de la dette ne représente pas de danger car tous les emprunts sont à taux fixe.